

A l'hôpital : entre inquiétudes sur le monde "d'après" et retour au monde "d'avant"



SANTÉ

Saint-Malo, le
14 septembre 2020

Suivez l'actualité du
secteur santé-sécu-
social et les ana-
lyses du NPA sur

<http://sante-secusocial.npa2009.org>

Après le temps de la vague déferlante du COVID en mars avril, sans moyens et sans protection, après les annonces du "Ségur" de la santé, de quoi les mois qui viennent seront ils faits? C'est la question qui partout se pose en cette "rentrée". L'inquiétude monte dans les services hospitaliers, alors que l'épidémie est en plein essor et que les hospitalisations repartent à la hausse dans certaines régions. Au quotidien, malgré la revalorisation des salaires, c'est le retour au "monde d'avant" : austérité, pénurie de personnel et gestion d'entreprise.

En ce début septembre, le nombre de contaminations par le COVID explose. Les carences et le ciblage des moyens de dépistage pour enrayer l'épidémie éclatent au grand jour. Même si pour l'instant le nombre de patients hospitalisés reste modéré, il repart à la hausse. **La question n'est plus de savoir s'il y aura une "deuxième vague" de patients "COVID" dans les établissements hospitaliers, mais, dans quels délais, quelle sera son ampleur et quels seront les moyens pour y faire face.**

Les personnels ont pu un peu récupérer. Les stocks de matériel de protection et de moyens réanimation ont été reconstitués, même si des tensions subsistent toujours. Les équipes ont surtout tiré les leçons de la dure expérience du printemps et sont mieux préparées à faire face. Mais l'été a montré que, face à une recrudescence de l'épidémie dans certains départements, le système hospitalier, pouvait être, à nouveau, très vite débordé. C'est ce qui s'est produit au Centre Hospitalier de Laval ou depuis le 19 août, les personnels du service accueillant les patients "COVID" sont en grève, rejoints par la gériatrie le 26 août. Ils réclament des recrutements permanents pour remplacer les renforts temporaires qui leur avaient été accordés et sont repartis. La direction refuse en raison des contraintes budgétaires, et, dit elle, de son incapacité à recruter.

Les lendemains du "Ségur"

L'accord du "Ségur de la santé", signé en juillet, par trois organisations syndicales ne suscite pas l'euphorie. Les augmentations de salaires, arrachées par la mobilisation des hospitaliers et de leurs soutiens, avec notamment la grande mobilisation du 16 juin sont les bienvenues. Mais les points qui étaient au centre des revendications, **les recrutements indispensables pour permettre à l'hôpital et aux EHPAD de remplir leurs missions et aux personnels de travailler dans des conditions acceptables, ne sont toujours pas là.** Pire, rien n'annonce le bout du tunnel, au contraire. **Pour ce qui est de la réouverture de lits d'aval, idem. Rien n'est en vue.** Pire on continue comme avant à « restructurer ».

Aucun calendrier précis et financé de créations d'emplois n'est annoncé. Ce qui est concret et immédiat, c'est l'accroissement, accepté par les signataires (CFDT, FO, UNSA), de la flexibilité et la mise en cause, de fait, des 35h. Les salariéEs en prennent conscience. Ici et là, des discussions entre agents ont lieu sur la possibilité de "s'offrir" un temps partiel, en profitant des augmentations de salaire. En un mot de diminuer le temps passé au travail et sa pénibilité...en renonçant à ses augmentations de salaire. **Partout la gestion pure et dure reprend le dessus,** tandis que les ARS et les directions poursuivent les restructurations regroupements et fermetures de services. Signe des priorités de ce gouvernement : le journal officiel du 4 septembre publie un décret "relatif aux mesures d'accompagnement en cas de suppression d'emploi dans la fonction publique hospitalière", un véritable bras d'honneur aux hospitalierEs qui revendiquent les milliers de créations de postes indispensables.

Cassée par la signature de l'accord du Ségur, la fatigue et les difficultés de la mobilisation pendant l'été, **la mobilisation est donc, à nouveau, la seule voie qui s'ouvre aux hospitalierEs en cette rentrée,** au coté des autres salariéEs.

Une nouvelle fois la faiblesse du syndicalisme hospitalier, doublée de l'absence de réelle volonté de mobiliser de ses principales directions compliquent la tâche, mais la dynamique de la mobilisation de juin, de la lutte des personnels et de ceux qui les soutiennent peut vite renaître. **L'échéance du 17 septembre doit permettre de relancer le mouvement.**

**Personnels hospitaliers et usagers attachés au droit à la santé, participons aux mobilisations, tou.tes en grève et au rassemblement jeudi 17 septembre
RENNES, place Ch De Gaulle à 11h30**

Pour des raisons non explicitées, l'inter-syndicale malouine CGT, FO, FSU et Solidaires a décidé de ne pas organiser de manifestation le 17/09 à Saint-Malo.

Nous regrettons cette décision qui ne va pas dans le sens du rassemblement et de la mobilisation locale, si nécessaires en cette période de rentrée.



LA SANTE EN LUTTE

Laval: trois services en grève

Depuis le 19 août, les soignants des services de médecine interne et d'infectiologie sont en grève illimitée. Ils ont été rejoints le 26 août par leurs collègues de gériatrie. Ils revendiquent l'embauche de quatre infirmières et quatre aide-soignantes pour faire face au contre-coup de la crise sanitaire. Au plus fort de la crise, ils avaient reçu l'aide de personnels d'autres services. Ce qui, comme dans de nombreux établissements, revient à déshabiller Pierre pour habiller Paul. La direction avance des problèmes de budget pour refuser ces revendications.

Saint Briec: 95 ans, le nuit sur un brancard

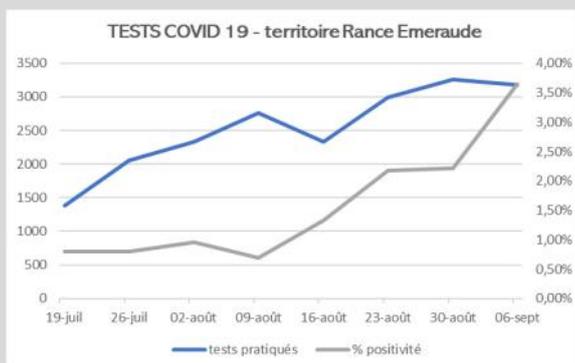
Et cette patiente n'est pas la seule. 10 patients doivent parfois attendre dans les couloirs. C'est une situation qu'on a connue à Saint Malo et que vivent les urgences de l'hôpital Yves-le-Foll de Saint-Briec. Les lits disponibles sont saturés. Un préavis de grève illimitée a été déposé par la CGT et la CFDT pour le 15 septembre. Objectif : obtenir la création d'une unité de 27 lits pérenne pour mettre fin au transfert de lits d'un service à l'autre.

Castex remue du vent

On nous annonçait des mesures spectaculaires face à la reprise de l'épidémie de Covid. En fait, la seule chose concrète, c'est l'embauche de 2000 agents, probablement précaires, pour augmenter le nombre de tests. Ce n'est pas inutile, certes, mais Castex n'a rien prévu pour soulager la charge des soignants. On risque donc de se retrouver dans la même situation qu'en avril si la situation s'aggrave.

Reprise de l'épidémie: quelle anticipation ?

Nul doute désormais que nous assistons à une reprise des contaminations à la Covid 19. Près de la moitié des départements français ont franchi le seuil d'alerte des 50 cas de contamination avérée pour 100.000 habitants (taux d'incidence), dont l'Ille-et-Vilaine. Certes, localement, la circulation du virus semble moins intense que dans l'agglomération rennaise, mais l'évolution de la positivité des patients testés sur le secteur sanitaire Saint-Malo—Dinan, mesurée sur les 8 dernières semaines, atteste néanmoins d'une progression de la maladie.



Alors les questions qui se posent sont les suivantes: sommes-nous prêts, à l'hôpital, du point de vue des moyens humains et matériels, pour affronter une reprise des hospitalisations covid, sans à nouveau déprogrammer l'admission d'autres pathologies ? Comment cette éventualité, désormais probable, dans une période où la pathologie automnale puis hivernale va réapparaître, a-t-elle été anticipée ?

Il est temps que l'ARS et la direction fassent preuve de transparence vis-à-vis de celles et ceux qui seront une nouvelle fois en première ligne.

IL FAUT SAUVER LE SOLDAT/SOIGNANT YANN

Une lettre-pétition (voir ci-dessous) à l'attention du Ministre de la Santé et des Solidarités, des autorités de tutelle et du Directeur de la CHT, circule afin que Yann Hernandez, aide-soignant aux urgences du CH de Dinan, soit prolongé dans ses fonctions. Ce collègue est en effet sous la menace de voir son contrat non renouvelé après le 30 septembre.

Soyons solidaires de cette action.

« IL FAUT SAUVER LE SOLDAT/SOIGNANT YANN »

Nous déclarons par cette lettre pétition et nos signatures, notre soutien à l'aide-soignant Mr Hernandez Yann dont le contrat prend fin le 30 Septembre 2020 au sein du Centre Hospitalier René Pleven de Dinan(22). En effet, ce dernier est un soignant compétent, tant par son savoir être et son savoir-faire, investi depuis plus de trois ans aux urgences. Il apparaît également comme un élément « moteur » dans les services où il a exercé. Comment ne pas être désabusé par cette situation injuste vécue comme une sanction disciplinaire déguisée ?

YANN, lanceur d'alerte du Collectif Inter Urgences Bretagne, en publiant une lettre ouverte visible dans la presse, afin de défendre les valeurs et moyens du service public hospitalier, paie chèrement son engagement.

Nous demandons en urgence la réintégration de Yann au sein du Centre Hospitalier René Pleven de Dinan.

Qui peut croire qu'en pleine crise sanitaire s'ajoutant au manque cruel de moyens humains sur l'Hôpital René Pleven de Dinan, nous pouvons nous priver d'un soignant de haute qualité ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, en notre plus haute considération.

Sudsantésociaux22, 3A rue ZenA Fleuriot 22000 Saint Briec
Sudsantésociaux35, 108 avenue du Général Leclerc BP 60321 35703 Rennes cedex 7
Collectif InterUrgences, interurgences@gmail.com

Hôpitaux du pays malouins: on recommence comme avant ?

Menace sur le bloc accouchement à Dinan, sanctions contre les personnels lanceurs d'alerte à propos de la dégradation des conditions de soins, pression sur les effectifs en médecine comme en psychiatrie sur Saint-Malo ... on connaissait ça dans le monde d'avant. Serait-ce aussi cela à l'hôpital dans le « monde d'après » ?

Certes, il y a eu des primes, mais pas pour tout le monde, certes sont annoncées des augmentations de salaires, mais sans rattrapage de la moyenne des pays de l'OCDE...Mais pour les soins et leur organisation, c'est toujours la logique comptable au pouvoir, la logique RH comme ils disent, c'est à dire Ressources Humaines ou comment rentabiliser les soins au détriment des patients et en épuisant les soignants. Et ce n'est pas les gesticulations des politiques autour d'un hypothétique futur hôpital Saint-Malo—Dinan qui ouvriront des perspectives positives et immédiates—au passage, le montant de l'opération, estimée par le député Berville (*Ouest-France*, de ce jour) à 90 millions d'euros, est très insuffisant pour construire et équiper un hôpital répondant aux besoins de la population du secteur et signifierait une révision drastique des capacités d'hospitalisation.

Nos dirigeants n'entendent que notre colère et notre mobilisation. Leur logique ne sera abolie que si nous en imposons une autre.

Rassemblement du 16 juin 2020 à Saint-Malo—ph NPA PM

